

Juin - Juillet / 2022

A LA UNE !

Réunion plénière du CNLE du Jeudi 9 juin 2022
Amphithéâtre Pierre Laroque au Ministère de la santé



Claire Hédon, Défenseure des Droits

Fiona Lazaar, présidente du CNLE a ouvert la séance de la réunion avec en premier lieu l'intervention de **Claire Hédon**, Défenseure des Droits, qui a longtemps siégé au sein du collège des associations du CNLE. Celle-ci a rappelé les deux missions du Défenseur des Droits : rétablir les personnes dans leurs droits lorsqu'elles sont en difficulté et promouvoir les droits et les libertés. A la suite de cette intervention, **Delphine Bonjour**, du Secours Catholique et **Sonia Benmaa**, membre du 5ème collège, co-présidentes du groupe de travail ont présenté *l'Avis Égalité des chances* en indiquant avoir mené des auditions auprès d'experts, d'acteurs associatifs ou institutionnels et avoir travaillé avec les membres du 5e collège, qui ont fortement contribué aux travaux du groupe de travail. L'Avis et le compte rendu de cette réunion seront très prochainement publiés sur le site du CNLE. La réunion s'est conclue par l'intervention de **Marion Tanniou**, conseillère solidarités cohésion sociale chez France urbaine, **Oriane Filhol**, Maire adjointe de Saint-Denis en charge des Solidarités, de la prévention, des droits des femmes et de la lutte contre les discriminations et **Anne-Claire-Garcia**, Chargée de mission développement social local et innovation sociale à Saint-Denis qui ont présenté les actions et les dispositifs mis en place à Saint-Denis pour faciliter l'accès aux droits des personnes précaires.

COHÉSION SOCIALE



[Quel impact de la crise sanitaire sur la cohésion sociale](#)

Ce document du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC) présente les résultats d'un travail de recherche qui s'inscrit dans le cadre du projet COSOCO (Covid et Cohésion sociale) soutenu par L'Agence nationale de la recherche (ANR). L'objectif est de mesurer l'impact de la pandémie en France après un an à vivre au rythme du virus sur la cohésion sociale.

Sandra Hoibian. Crédoc n° Sou2022-4845.

POLITIQUES SOCIALES



[Les institutions de l'État social à l'épreuve de la pandémie](#)

Conduite en mai 2021, l'étude du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a porté sur un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) dans la commune de Clamande, ville moyenne du sud-ouest de la France. La population du quartier se caractérise par sa jeunesse et sa forte précarité : 39,8 % des habitants ont moins de 25 ans et 58,7 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. Seuls 43 % des revenus des habitants proviennent de l'activité des revenus des habitants proviennent de l'activité et 12,7 % des ménages y étaient imposés en 2016, ce qui le classe, selon l'INSEE, parmi les *quartiers en décrochage*.

B. Bailly, G.Louvet. M. Bourdon. CNLE. Étude.



[L'enquête Aide sociale auprès des conseils départementaux](#)

L'aide sociale, qui relève de la compétence des conseils départementaux depuis les lois de décentralisation de 1982-1984, comprend des prestations et services destinés aux personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de faire face à un état de besoin en raison de la vieillesse, du handicap ou de difficultés sociales. Elle s'exerce dans quatre domaines principaux : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées, l'aide sociale à l'enfance ainsi que l'aide aux personnes en situation de précarité. Chaque année depuis 1984, la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) recueille ainsi auprès des conseils départementaux des informations sur les bénéficiaires des aides sociales, les personnels de ces collectivités et les dépenses relevant de l'aide sociale départementale.

DREES. Enquête et résultats.

CONFINEMENT ET PAUVRETÉ



[Confinement et pauvreté : une équation à multiples variables](#)

La période entre le 17 mars et le 10 mai 2020 a été le théâtre d'une expérience sociale à grande échelle inédite dans l'histoire récente, en France comme dans le reste du monde. Face à l'expansion de la pandémie du Covid-19, le gouvernement français a en effet décidé de mettre en place un confinement drastique de la population sur l'ensemble du territoire. Les auteurs proposent de revenir sur un questionnement central et au croisement de la sociologie et des sciences économiques, : quels effets le premier confinement (printemps 2020) puis ceux qui ont suivi (automne 2020, printemps 2021) ont-ils eu sur les franges les plus pauvres de notre société, et notamment pour les personnes dites « sans domicile fixe » (SDF) ?

Pierre Blavier. Igor Martinache. Revue Française de Socio-Économie. n° 1/2022. Étude.

PAUVRETÉ



[Le 5e collège du CNLE associé à l'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018-2022](#)

Les membres du 5e collège du CNLE composé de personnes en situation d'exclusion ou de précarité accompagnées par des associations, groupe accompagné par le secrétariat général du CNLE ont été associés à l'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté comme ils l'avaient été en 2020 et en 2021 pour l'élaboration des rapports annuels produits par le comité d'évaluation présidé par Louis Schweitzer. Cette troisième consultation a vocation à dresser un bilan de la *Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté* et à faire des propositions pour alimenter une nouvelle Stratégie.

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Rapport.



[Évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté](#)

Le troisième [rapport](#) annuel du comité d'évaluation de la *Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018-2022*, présidé par Louis Schweitzer et hébergé par [France Stratégie](#), fait le point sur la Stratégie en cours de mise en œuvre et ouvre des perspectives pour une Stratégie 2023-2027. Comme il le fait depuis le début de ses travaux à l'automne 2019, le Comité d'évaluation a consulté le 5e Collège des personnes concernées du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ([CNLE](#)) et le panel de 30 citoyens qu'il a mis en place.

Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Rapport.



[Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté](#)

Pour atténuer, voire éradiquer la pauvreté, se mobilisent le secteur associatif, l'État, les caisses de sécurité sociale, les collectivités territoriales, mais aussi, à d'autres échelles, l'Union européenne ou encore l'ONU. Et il ne faut jamais oublier, les entreprises. Celles-ci demeurent un creuset essentiel d'intégration par le travail. Le monde de l'entreprise ne saurait être érigé en solution intégrale à toutes les formes de pauvreté. Mais, dans tous les cas, il contribue utilement et efficacement à la lutte. Ce numéro de Constructif rend compte des chiffres et techniques de mesure de la pauvreté. Il traite également des instruments et des orientations des mesures prises contre la pauvreté.

Fédération française du bâtiment. Constructif, n° 62. Revue.



[Être pauvre à moins de 25 ans : parcours de jeunes précaires](#)

Ils ont entre 18 et 25 ans. Leticia, Damir, Jimmy, Océane, Léa et Steffy ont pour point commun de connaître ou d'avoir connu des situations de grande pauvreté. Ils racontent leurs parcours sinueux souvent marqués par l'échec scolaire, parfois par une rupture familiale. Au fil de leurs récits, se dessinent en creux, à la fois les failles de notre système de protection et d'insertion des jeunes, et des améliorations possibles.

Secours catholiques français. Magazine Ré-Solutions n° 755

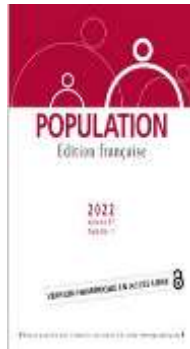


[Se débrouiller face à une précarité qui n'en finit plus](#)

La guerre en Ukraine a, depuis février 2022, rapidement monopolisé les préoccupations, géopolitique d'abord mais aussi celles de la population française déjà fragilisée par la crise sanitaire. Cette dernière, si elle a relativement épargné les salariées et les salariés en contrat stable grâce au dispositif de l'activité partielle, a particulièrement touché les travailleurs et travailleuses précaires, indépendants et intérimaires avec une réduction de revenu et une incertitude quant à leurs horizons professionnels.

TheConversation. Article.

LOGEMENT



[La périurbanisation de la pauvreté : politique de soutien à la propriété et inégalités socio-spatiales en France](#)

Pour les ménages modestes, devenir propriétaire de son logement est difficile car les conditions de prêts des établissements bancaires exigent un minimum de ressources, garanties dont ils ne disposent pas. C'est pour permettre à un plus grand nombre de ménages d'accéder à la propriété que la politique publique de *Prêt à taux zéro* a été instaurée. Quels sont les effets de cette politique sur l'accès à la propriété et sur les lieux d'installation des nouveaux propriétaires bénéficiaires ? Combinant analyse quantitative à partir de bases administratives et d'enquêtes, et analyse qualitative, les auteurs montrent que l'accès à la propriété s'est fait pour certaines catégories de ménages au prix d'un éloignement géographique des centres-villes et d'une ségrégation sociale accrue.

L. Gobillon. A. Lambert. S. Pellet. INED. Revue Population. Volume 77, numéro 1.

SANTÉ



[Le renoncement aux soins des chômeurs en France](#)

En 2016, près d'un chômeur sur trois déclare avoir dû renoncer à un soin de santé pour raisons financières lors des douze derniers mois. Cet article propose d'analyser les spécificités de ce renoncement aux soins des chômeurs en se basant sur les données du Baromètre Santé 2016. La comparaison des chômeurs et des actifs occupés montre que si le moindre recours aux soins des chômeurs est en partie lié à leurs caractéristiques économiques et sociales, il existe également un effet de la situation de chômage en elle-même. Enfin, le fait de disposer d'une couverture santé reste, pour les chômeurs, un critère fondamental pour éviter de renoncer aux soins.

Iñaki Blanco-Cazeaux. Revue Population n° 1, 2022. Article.

NON RECOURS AUX DROITS ET SERVICES



[Le Revenu de solidarité active \(RSA\) : le non-recours à l'allocation, un problème bien plus important que la fraude](#)

Le nombre d'allocataires progresse de façon irrésistible d'année en année depuis la mise en place du RSA en 2009, comme le faisait déjà celui des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) qu'il a remplacé. La crise sanitaire a ajouté à la série temporelle une bosse, aujourd'hui en voie de résorption, mais la tendance est toujours là, parallèle à celle de la progression de la durée du chômage. Si cette tendance n'est pas soutenable, ce n'est principalement pas sur un plan budgétaire.

Yannick L'Horty. The Conversation. Article.

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE



[La crise sanitaire a accentué la précarité des bénéficiaires de l'aide alimentaire](#)

Les personnes fréquentant les distributions de repas sont principalement des hommes, vivant seuls et sans logement personnel. À l'inverse, les bénéficiaires des colis ou des épiceries sociales sont le plus souvent des familles vivant dans leur propre logement, avec une surreprésentation des femmes seules avec enfants. Les personnes recourant à l'aide alimentaire vivent dans des conditions précaires, avec notamment des ressources faibles et des problèmes de santé fréquents..

Aliocha Accardo, Agnès Brun et Thomas Lellouch, Insee, Insee Première n° 1907.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



[Le rôle central des collectivités contre la précarité énergétique](#)

La hausse brutale des prix de l'énergie menace l'équilibre financier de millions de ménages. Les collectivités ont un rôle crucial à jouer pour détecter et accompagner les plus fragiles.

Anne-Claire Poirier. La Gazette des communes, des départements, des régions. Article.

ÉDUCATION



[L'école française est-elle en mouvement ?](#)

L'École, chacun connaît mais qui sait vraiment ce qu'il s'y passe ? Les médias se font l'écho de ses dysfonctionnements : les résultats du baccalauréat ou la redistribution annuelle des postes appelée *carte scolaire*, constituent leurs marronniers. Les fermetures de classes occultent les ouvertures, histoire d'appuyer sur les fractures sociales et territoriales.

Claude Bisson-Vaivre. Alain Bouvier. Horizons Publics. n° 27. Étude.



[Un nouveau souffle pour l'enseignement professionnel](#)

L'enseignement professionnel en lycée a connu une période prospère, de 1985 à l'an 2000, avec notamment la création du baccalauréat professionnel Une réussite sociale : les bacheliers professionnels sont majoritairement issus de milieux défavorisés, mais tout autant une réussite économique : plus de 3 500 000 bacheliers professionnels sont aujourd'hui en activité dans notre pays.

Daniel Bloch. Terra Nova. Note.

POPULATION



[« Trajectoires et Origines 2 » enquête sur la diversité des populations en France](#)

L'enquête *Trajectoires et Origines 2* (TeO2) est une enquête statistique réalisée par l'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). C'est la deuxième édition d'une enquête effectuée en 2008-2009 qui a permis d'établir des statistiques nationales sur la diversité des populations en France métropolitaine et d'étudier comment les origines migratoires influencent le devenir des personnes. L'enquête TeO2 cherche à mesurer l'impact des origines sur l'accès aux principaux biens qui définissent la place de chacun-e dans la société : le logement, l'éducation, la maîtrise de la langue, l'emploi, les services publics et prestations sociales, la santé, les relations sociales et familiales, la nationalité, la citoyenneté, etc...

INED. INSEE. Étude.

DIMENSION TERRITORIALE



[Accompagner les entrepreneurs sociaux dans les territoires ruraux et péri-urbains](#)

Comment appréhender l'entrepreneuriat en milieu rural ? A quelle échelle territoriale avoir le plus d'impact positif ? Comment y accompagner les entrepreneurs sociaux ? Comment impliquer les parties prenantes d'un territoire ? Après trois années de pratique sur cinq territoires, [Ronalpia](#) a dressé le bilan de cette expérience dans ce livret.

L'Avise. Étude.



[Quel avenir pour les politiques locales de l'économie sociale et solidaire ?](#)

Le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) publie *Les vingt ans du RTES*, L'ouvrage retrace 20 ans d'histoire(s), 20 ans de politiques publiques par et pour les territoires. Si l'économie sociale et solidaire a conquis une certaine place dans l'action publique locale ces dernières années, les élus s'interrogent sur la manière d'aborder le changement d'échelle dans les années à venir. L'ESS doit-elle être un écosystème économique qu'il conviendrait de développer au maximum, une économie au service du territoire ou un laboratoire de la transition ?

RTES. Ouvrage.

EN BREF



[Composition du nouveau Gouvernement d'Élisabeth Borne, Première Ministre](#)

Remaniement ministériel : les nominations pour les ministères sociaux

Le nouveau gouvernement d'Élisabeth Borne, 1ère Ministre rassemble 16 ministres de plein exercice, 15 ministres délégués et 10 secrétaires d'État. Retrouvez ici les nominations pour [les ministères sociaux](#) et consultez [le décret](#) relatif à la composition du gouvernement.

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE en 2022

Réunions plénières du Conseil du CNLE

Jeudi 22 septembre - 9h30 à 12h30

Jeudi 1er décembre - 9h30 à 12h30

Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE

29 septembre – 14h à 17h30

Réunions du Comité de pilotage

« *Impact social de la transition écologique* »

15 septembre 2022 de 14h à 17h30

A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Organe rattaché au Premier ministre, présidé par Mme Fiona Lazaar, le [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale](#) (CNLE) a un rôle de conseil du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il est composé de 5 collèges regroupant 64 membres, représentants des assemblées parlementaires et collectivités territoriales, associations et acteurs de la société civile, représentants du monde du travail, ainsi que 32 personnes en situation de pauvreté et d'invités permanents.

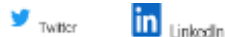
Lieu de dialogue permanent entre tous les acteurs concernés par ces politiques publiques, le CNLE s'appuie sur l'expertise de son comité scientifique, issu du [regroupement](#) de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale et du CNLE officialisé par le décret le [décret n°2019-1379 du 18 décembre 2019](#). Instance permanente du CNLE, il a été installé officiellement le 1^{er} octobre 2020 et est présidé par Nicolas Duvoux. Ses missions d'analyse et d'observation sociale doivent contribuer, en lien étroit avec l'ensemble des collèges du CNLE, à une meilleure connaissance de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France et à la définition de politiques publiques plus ambitieuses et efficaces.

La newsletter du CNLE

La Newsletter du CNLE constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagés par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications, merci de vous inscrire à l'adresse courriel suivante : dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr
Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par le CNLE peuvent être transmis à : fatima.guemiah@social.gouv.fr

Retrouvez nous sur le site Internet du CNLE : www.cnle.gouv.fr



Contact : **Fatima Guémiah**
Chargée de mission – Chargée de communication
Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24